

L'Étincelle

Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire



Lundi 5 novembre 2012

Le flic de Sarkozy en rêvait, celui de Hollande le fait !

Manuel Valls, pire que Claude Guéant : c'est la leçon à tirer de l'arrestation, pour ses seules opinions politiques, de la militante indépendantiste basque Aurore Martin, jeudi dernier 1^{er} novembre, par la police française.

En juin 2011, la police avait bien tenté d'arrêter Aurore Martin dans le centre de Bayonne, mais devant la réaction de dizaines de personnes alertées, elle avait dû abandonner l'opération. Après cela, le gouvernement Sarkozy et le ministre Guéant n'avaient pas osé refaire une deuxième tentative.

Mais Hollande et Valls, eux, l'ont fait ! Arrêtée lors d'un contrôle routier prétendument fortuit, elle a été livrée le soir même à la police espagnole. Cette arrestation scandaleuse a provoqué une vive émotion au Pays basque. L'humanisme tant promis par le candidat Hollande est décidément bien oublié !

Valls, le ministre de l'Intérieur, aime jouer des muscles. Mais ce qu'il appelle « la fermeté » ne s'applique pas à tous.

Le gouvernement ne s'en prend pas aux patrons qui licencient, ni aux riches qui cherchent à éviter de payer des impôts.

Et les milliers de patrons qui violent les lois chaque jour dans leurs entreprises, savent bien qu'ils n'ont rien à craindre du gouvernement de François Hollande et Jean-Marc Ayrault.

Le ton a été vite donné par le nouveau gouvernement. D'abord, avec les nombreuses opérations d'expulsions de campements de Roms. Pendant l'été, il y a eu 2 000 personnes chassées sans ménagement dans des opérations policières musclées au petit matin. Et cela continue. En quelques semaines, Valls a égalé Guéant sur le terrain d'une démagogie xénophobe qui s'abat sur les plus pauvres.

Face aux opposants à la construction de l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes (ce projet de prestige si cher au premier ministre Jean-Marc Ayrault, élu dans la circonscription), 1 200 gendarmes ont été déployés pour les déloger. Une opération de grande

envergure et particulièrement brutale qui dure depuis plus de deux semaines... Au plus grand profit d'abord des affaires de l'entreprise Vinci, qui a décroché le contrat pour la construction de cet aéroport, chiffré en centaines de millions d'euros.

Le « choc de confiance » de Gallois : les subventions aux licenciés, les gaz lacrymogènes aux travailleurs

Et voilà que Louis Gallois, ex patron de la SNCF et d'EADS, nous sert l'intox du « choc de compétitivité », rebaptisé in extremis « choc de confiance », en remettant son rapport au premier ministre. Le choc en question, consiste à faire un cadeau de 30 milliards d'exonérations de cotisations sociales au patronat en prenant dans la poche de la population via les augmentations de TVA ou de CSG et autres coupes dans les services publics et sociaux. Et ce monsieur voudrait faire avaler cela aux représentants syndicaux au nom d'un prétendu « pacte social » et de la « solidarité nationale » ! Une solidarité à sens unique qui consiste à être aux petits soins pour les licenciés et féroce envers les exploités.

On voudrait nous culpabiliser et faire croire que les responsables du chômage, ce ne sont pas ceux qui licencient, mais les travailleurs ! C'est ainsi que ce gouvernement socialiste aux ordres de Peugeot, Ghosn et leurs semblables du CAC 40, s'est déjà attaqué aux salariés en lutte pour leurs emplois. Comme ce 9 octobre dernier au Salon de l'Auto, quand il a aligné les CRS munis de gaz lacrymogènes contre les travailleurs, en particulier ceux de Citroën-Aulnay, venus dénoncer les licenciements programmés par PSA.

Cette gauche ne cherche même plus à se distinguer de la droite, ni dans la politique, ni dans ses méthodes répressives. C'est sans aucun masque qu'elle se montre au service de l'ordre établi, c'est-à-dire celui de la bourgeoisie. A nous, travailleurs, de rassembler nos forces et de riposter comme il se doit.

Master chef nous fait bien mariner

La saga sur le contenu supposé de l'alliance PSA/GM nouvel épisode : suite aux annonces de jeudi dernier, où c'est la presse qui exposait les plateformes de véhicules partagées entre PSA et Opel, la direction s'est fendue de réunions sur chaque site pour nous « informer ». Finalement, à part réexpliquer que rien ne va, que tout est horrible, etc., les grands pontes n'ont rien lâché même sur le strict minimum : quelles équipes de R&D seront mobilisées, quels véhicules fabriqués sur quels sites ? À quelle sauce ils espèrent nous manger ?

Feuilleton minable ou émission de cuisine, les travailleurs de PSA et d'Opel devront se préparer à se défendre et à imposer la suite d'un scénario que la direction ne sera plus seule à faire mijoter...

Seule la lutte payera !...

Au CCE du 25 octobre, la direction de PSA prétend avoir « débloqué » la situation en sa faveur. Les négociations sur la fermeture du site d'Aulnay auront donc lieu quelques semaines avant le rendu officiel du rapport SECAFI, censé être un préalable à toute décision de fermeture. Malgré tout, l'objectif officiel du CCE – imposer le « prêt » temporaire de personnel sur les sites de Rennes et d'Aulnay pour mieux les vider – a dû être (provisoirement) remballé.

Quant à négocier la fermeture du site d'Aulnay, la direction pourra proposer ce qu'elle voudra, ce sera la colère et la détermination des ouvriers qui en décidera.

Et au moment où 8 000 postes sont menacés dans le groupe et où des centaines de sites et des dizaines de milliers d'emplois le sont dans toute la France, cette colère pourrait bien trouver un écho, à PSA et partout ailleurs. C'est précisément cela qui terrorise patronat et gouvernement : une coordination des luttes qui les fera reculer tous.

... À PSA, Faurecia et partout ailleurs !

Jeudi 25 octobre justement, pendant que 300 salariés de PSA manifestaient à Grande Armée, où se déroulait le CCE, une soixantaine d'ouvriers d'Aulnay se rendaient à Faurecia dans l'Oise, où des emplois sont menacés. Ils y ont été accueillis avec enthousiasme par ceux de Faurecia qui ont arrêté le travail pour les recevoir.

Ce sont ces jonctions entre les entreprises menacées qu'il faut multiplier et qui seules pourront faire reculer les licenciés.

La gourmandise est un vilain défaut

BMW réclame 50 millions pour la fin de la collaboration avec PSA. Pas grand-chose à côté des 2 millions d'augmentation par jour de la fortune de la famille Peugeot (en 2011) ! Rien qu'en 48 jours, la Sainte famille pourrait sauvegarder les 8 000 emplois

menacés pour une année ! Un mois et demi de rentes pour eux, c'est 8 000 smics pour 12 mois.

PSA promettra, ID Logistics profitera

PSA annonce que ID Logistics exprimerait la « volonté » de s'implanter sur le site d'Aulnay et y proposerait 600 emplois. Rien ne garantit que ces emplois soient réservés aux salariés actuels. Et si c'était le cas, à quelles conditions ? ID Logistics, qui a déjà repris d'autres sociétés en liquidation ces dernières années, veut-elle uniquement profiter de subventions publiques dans le cadre d'une « réindustrialisation » du site ? Une fois les aides versées, quel avenir donnerait-elle à Aulnay parmi la petite centaine de sites qu'elle possède dans le monde ?

La direction n'en est pas à une voie de garage près : Varin promet déjà la reconversion en interne à Rennes qui licencie et à Poissy qui supprime son équipe de nuit et renvoie ses intérimaires.

À PSA comme à Renault...

Après PSA, c'est Renault qui mène des négociations à marche forcée pour pousser les syndicats espagnols à signer avant le 9 novembre un accord emploi/compétitivité.

Au menu : gel des salaires de 2014 à 2016, création d'une nouvelle catégorie professionnelle avec un salaire d'embauche correspondant à 65 % du salaire actuel, augmentation de la durée annuelle du travail de 5 jours, journée de travail variant de +/- 1h sur chaîne, réduction ou suppression des primes...

Faute d'accord, la direction menace de ne pas attribuer de nouveaux véhicules en Espagne. Et une fois signé, cet accord servira à faire accepter un accord de ce type en France. Face à cette offensive générale, c'est tous ensemble qu'il faut dire non !

Choc de compétitivité ou d'exploitation ?

Ce lundi, l'ex-patron de la SNCF puis d'EADS, Louis Gallois, présentait à Hollande son rapport sur la « compétitivité » : gel des salaires, augmentation du temps de travail, flexibilité des horaires pour les travailleurs. Pour les patrons, exonérations de charges sociales à hauteur de 30 milliards d'euros compensées par une hausse de la TVA et de la CSG.

Encore un programme pour gaver ces patrons, pourtant la bouche déjà pleine de profits, tout en accroissant l'exploitation.

Dans deux semaines, versez à l'Étincelle

Le 20 novembre prochain vos diffuseurs préférés feront une collecte au drapeau rouge devant le CTLG. Elle servira à faire plein de nouvelles *Étincelles* ! Si vous appréciez ce bulletin et voulez contribuer à sa parution, n'hésitez pas à verser en monnaie sonnante et trébuchante.